

# TARIFICATION





## VENTE

VALEUR DU BIEN		COMMISSION TTC
<b>Prix Net Vendeur Particulier</b>		
de 0 €	29 999 €	3 000 €
de 30 000 €	49 999 €	4 000 €
de 50 000 €	100 000 €	5 000 €
de 100 000 €	à 700 000 €	5,00%
>	à 700 000 €	4,00%
Terrain		10,00%
<b>Prix Net Vendeur Professionnel</b>		
<	99 999 €	10,00%
>	100 000 €	7,00%
Terrain		10,00%
Estimation d'un bien immobilier (Maison, appartement, terrain) hors mandat de vente		300 €



## LOCATION

Les honoraires de location des locaux d'habitation, professionnels ou mixtes sont partagés par moitié à la charge du bailleur, l'autre moitié à la charge du locataire (loi du 06/07/89)

INTITULE	HONORAIRES TTC	
Location Honoraires (hors zones tendues)	8,00%	12 mois de loyers HC
<i>Zone tendue : Visites, Dossiers, Bail Etat des lieux entrée</i>	Tarifs C&L 10 euros / m <sup>2</sup> 3 euros / m <sup>2</sup>	Décret 10 euros / m <sup>2</sup> 3 euros / m <sup>2</sup>
Honoraires de Gestion <i>Gestion Locative Intégrale par DOLMEN Gestion</i>	8,40% des montants encaissés	 DOLMENGESTION
Assurance Garantie Loyers Impayés	3,00%	 DOLMENGESTION
Assurance Propriétaire Non Occupant	98,60 €	 DOLMENGESTION
Récapitulatif Déclaration Revenus Fonciers	96 €	 DOLMENGESTION
Suivi Travaux (supérieur à 2300 euros TTC)	3,60%	
Bail garage, parking (Frais dossier, rédaction bail)	100 €	
Rédaction d'avenant pour tout type de bail	210,00 €	
Frais courrier, photocopies (par lot et par mois)	2,50 €	
Frais de Relance (Téléphone ou visite)	20 €	
Toute Lettre en RAR (par ex mise en demeure)	70 €	
Remise à l'Huissier ou à l'Avocat (hors remboursement des	250 €	
Copie du bail	3,50 €	
Vacation heures ouvrables	70 €/ heure	
Vacation heures non ouvrables	100 €/ heure	



Zones Tendues Bassin Annécien : Anancy - Anancy-le-Vieux - Argonay - Chavanod - Chevaline - Cran-Gevrier - Doussard - Düingt - Epagny - Lathuille - Lovagny - Metz-Tessy - Meythet - Poisy - Pringy - Saint-Jorioz - Sévrier - Seynod - Sillingy (Décret n°2014-890 du 1er août 2014)

Le montant facturé au locataire ne peut excéder celui facturé au bailleur et est plafonné par décret (n°2014-890).